1628^e séance

Vendredi 14 décembre 1973, à 11 h 10.

Président : M. C. S. M. MSELLE (République-Unie de Tanzanie).

A/C.5/SR.1628

POINT 79 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 et plan à moyen terme pour la période 1974-1977 (suite) [pour les documents antérieurs, voir la 1589^e séance; A/9008/Add.9, 11, 12, 16, 17, 18, 24, 25 et 28, A/9444, A/C.5/1509/Add.2, A/C.5/1540, A/C.5/1543 et Corr.2, A/C.5/1544, A/C.5/1545, A/C.5/1547, A/C.5/1554, A/C.5/1566 et Corr.1, A/C.5/1571 à 1573, A/C.5/L.1146, A/C.5/L.1155, A/C.5/L.1158, A/C.5/L.1159, A/C.5/L.1163, A/C.5/L.1164]

Propositions concernant le projet de rapport de la Cinquième Commission (suite)*

1. M. CLELAND (Ghana) dit que, pendant l'examen du chapitre 7 (Département des affaires économiques et sociales), un certain nombre de délégations ont exprimé leur préoccupation à l'égard de la réorganisation de la Division des finances publiques et des institutions financières. On a déclaré que la réorganisation envisagée n'allait pas dans le sens des intérêts bien compris des pays en voie de développement. En conséquence, le groupe africain s'est réuni pour discuter du problème et a eu avec le Secrétariat des consultations à ce sujet. Le groupe a décidé à l'unanimité de soumettre un projet de paragraphe qu'il propose d'inclure dans le rapport de la Cinquième Commission. Aussi M. Cleland présente-t-il, au nom du Ghana et également de la Haute-Volta, du Kenya, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie, le projet de paragraphe suivant¹ :

“La Cinquième Commission a pris acte des mesures prises et des propositions faites par le Secrétaire général en vue de la refonte du Département des affaires économiques et sociales qui figurent dans le document A/C.5/1506, lequel a été également soumis au Conseil économique et social en application de la résolution 1768 (LIV) du Conseil. Elle a également noté les préoccupations qui ont été exprimées pendant les débats du Conseil à sa cinquante-cinquième session en ce qui concerne la manière dont le Département s'acquitterait à l'avenir des fonctions ayant trait aux finances publiques et aux institutions financières. De l'avis de la Commission, si l'on veut que le Département soit à même de servir efficacement les pays en voie de développement dans le domaine des finances publiques et des institutions financières, ses activités doivent être renforcées pour répondre aux besoins de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La Commission craint que l'efficacité des efforts du Département à cet égard ne soit affaiblie par la dispersion des diverses fonctions du Département en

matière de finances publiques et d'institutions financières et leur attribution à d'autres divisions qui s'occupent principalement d'autres problèmes. En conséquence, elle recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de revoir les arrangements administratifs et la répartition des fonctions mentionnés au paragraphe 15 du rapport en vue de renforcer encore les moyens dont le Département dispose pour s'acquitter de ses fonctions dans le domaine des finances publiques et des institutions financières, et de faire rapport au Conseil économique et social à sa cinquante-sixième session. Le rapport du Secrétaire général, ainsi que les vues et recommandations du Conseil s'y rapportant, devraient ensuite être soumis à l'Assemblée générale, pour examen, à sa vingt-neuvième session.”

M. Cleland demande au représentant du Secrétaire général d'indiquer à la Commission ce que le Secrétaire général pense de la question; s'il n'y a pas d'objection de sa part, il espère que la Cinquième Commission sera en mesure d'approuver le projet de paragraphe par consensus.

2. M. DAVIDSON (Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion) dit que le Secrétaire général a étudié les comptes rendus des débats qui ont eu lieu au sein du Conseil économique et social lors de sa cinquante-cinquième session, en juillet 1973, au cours de laquelle le rapport du Secrétaire général sur la réorganisation du Département des affaires économiques et sociales a été présenté, ainsi que les comptes rendus des débats que la Cinquième Commission a tenus récemment et au cours desquels des questions ont été soulevées et des doutes exprimés quant à la sagesse de la décision de supprimer la Division des finances publiques et des institutions financières et de répartir ses fonctions entre plusieurs autres divisions du Département des affaires économiques et sociales. Le Secrétaire général a demandé à M. Davidson de donner aux représentants qui ont exprimé de tels doutes, ainsi d'ailleurs qu'à tous les membres de la Cinquième Commission, l'assurance qu'il n'a pas et n'a jamais eu l'intention de rabaisser ou de minimiser l'importance des services qui sont ou qui peuvent être fournis aux Etats Membres, notamment aux pays en voie de développement, dans le domaine des finances publiques et des institutions financières par l'intermédiaire du Département des affaires économiques et sociales. Les modifications de structure qu'il a faites n'ont d'autre but que de regrouper d'une façon qui lui paraît plus logique certaines fonctions et certains services.

3. Toutefois, le Secrétaire général est sensible aux observations formulées au sujet de l'importance qu'il y a à accroître et à renforcer l'aptitude du Département à fournir des services dans cet important domaine, ainsi qu'à propos de l'importance qu'il y a à ce que ces fonctions occupent une place visible au sein de la structure du Département. Pour ce faire, plusieurs méthodes

* Reprise des débats de la 1580^e séance.

¹ Distribué ultérieurement sous la cote A/C.5/L.1166.

peuvent être adoptées, y compris la suggestion tendant à ce que les services relatifs aux finances publiques et à l'administration publique, qui ont jusqu'à présent été assurés séparément par l'intermédiaire de deux divisions distinctes du Département, soient regroupés d'une façon qui leur permette de se renforcer mutuellement et à ce qu'ils se voient accorder une place prééminente et bien visible dans le cadre d'une division nouvelle portant le titre Finances et administration publiques. Le Secrétaire général sera heureux d'étudier cette suggestion ainsi que les autres solutions possibles. Si la Cinquième Commission et l'Assemblée générale adoptent le projet de paragraphe proposé par le représentant du Ghana, le Secrétaire général sera disposé à faire rapport sur la question au Conseil économique et social à sa cinquante-sixième session.

4. M. PALAMARTCHOUK (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la Commission a achevé l'examen de toutes les questions concernant le chapitre 7 du projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975 à sa séance précédente. Cinq représentants, dont le représentant du Ghana, viennent de formuler une proposition touchant le chapitre 7. Dans son projet de paragraphe, le représentant du Ghana a en fait récapitulé ce que certains représentants ont déclaré lors de l'examen du chapitre 7, et M. Palamartchouk estime donc qu'il aurait mieux valu se borner à rendre compte de la position de ces délégations dans le rapport de la Commission plutôt que d'y insérer le projet de paragraphe proposé par le représentant du Ghana.

5. M. KITI (Kenya) ne partage pas le point de vue du représentant de l'Union soviétique, pour la raison que la Commission n'a pas achevé l'examen du chapitre 7 à sa séance précédente. En outre, les délégations sont habilitées à présenter des projets de paragraphes, pour inclusion dans le rapport de la Cinquième Commission, sur toutes questions qui leur tiennent à cœur.

6. Le PRÉSIDENT suggère que le projet de paragraphe proposé par le représentant du Ghana soit traduit dans toutes les langues de travail et que la Commission l'examine à sa séance suivante. En l'absence d'objection, il considérera que la Commission accepte cette suggestion.

Il en est ainsi décidé.

[Avant de poursuivre l'examen du point 79 de l'ordre du jour, la Commission a examiné les incidences administratives et financières d'une proposition présentée par la Première Commission (voir par. 34 à 42 ci-après).]

Réorganisation de l'échelon le plus élevé du Secrétariat (A/9008/Add.12, A/C.5/1537)

7. M. RHODES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que la question de la réorganisation de l'échelon le plus élevé du Secrétariat a été examinée aux paragraphes 65 et 66 du premier rapport du Comité consultatif (A/9008) relatif au projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975. Le Comité consultatif n'était pas certain qu'il soit opportun de reclasser 4 postes, comme l'avait demandé le Secrétaire général, étant donné qu'il était prévu une réorganisation d'ensemble de l'échelon le plus élevé. Il a en outre estimé que le fait de reclasser des postes de directeur à sous-secrétaire

général, alors qu'il s'agissait d'adjoints, susciterait des pressions en vue du reclassement des postes de subordonnés.

8. Depuis la publication du premier rapport du Comité consultatif, le Secrétaire général a réorganisé l'échelon le plus élevé du Secrétariat et ce remaniement est décrit en détail dans les paragraphes 2 à 8 du treizième rapport du Comité consultatif (A/9008/Add.12). Le Secrétaire général a également renouvelé sa demande de reclassement de 4 postes. En présentant sa recommandation, le Secrétaire général peut avoir tenu compte de considérations d'ordre politique autant que de considérations de gestion. Le Comité consultatif a en outre conclu que, sur le plan de la gestion proprement dite, il n'avait aucune raison de revenir sur son opinion. En conséquence, il ne peut approuver le reclassement des 4 postes en question.

9. M. CLELAND (Ghana) dit qu'un reclassement de poste peut se justifier pour des raisons d'efficacité ou s'il contribue à assurer une répartition géographique plus équitable du personnel. En l'occurrence cependant, il est d'autres cas où un reclassement au même échelon aurait pu se justifier et qui n'ont pas été pris en considération. M. Cleland aurait envisagé sous un jour beaucoup plus favorable la demande de reclassement des quatre postes en question présentée par le Secrétaire général si ces autres cas avaient été pris en considération. Il appuie les recommandations du Comité consultatif tendant à ce que ces 4 postes ne soient pas reclassés.

10. M. WANG Wei-tsai (Chine), se référant à la question de la réorganisation de l'échelon le plus élevé du Secrétariat, dit que lorsqu'il a demandé le reclassement de quatre postes de directeur à sous-secrétaire général, le Secrétaire général n'a pas expliqué clairement le but de ces reclassements, ni indiqué si cette proposition était fondée sur des considérations personnelles ou était dictée par un souci de rationalisation. Ce souci doit être à la base de toute demande de reclassement et il faut également tenir compte de la nécessité de comprimer certains services. En outre, le reclassement de postes fait intervenir des questions qui ont trait à la répartition géographique des postes. C'est pourquoi M. Wang Wei-tsai suggère d'étudier la question plus en détail, de tenir des consultations à ce propos et de la réexaminer à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale.

11. Le PRÉSIDENT suggère que la Commission recommande à l'Assemblée générale de prendre acte du rapport du Secrétaire général (A/C.5/1537) et d'approuver les conclusions formulées par le Comité consultatif au paragraphe 10 de son rapport (A/9008/Add.12). S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission accepte cette proposition.

Il en est ainsi décidé.

[Avant de poursuivre l'examen du point 79 de l'ordre du jour, la Commission a examiné les incidences administratives et financières d'une proposition présentée par la Deuxième Commission (voir par. 43 à 45 ci-après).]

Montants estimatifs révisés pour les chapitres 5 et 34 des dépenses et pour le chapitre premier des recettes : Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (A/C.5/1571)

12. M. RHODES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que le Comité consultatif accepte la proposition du Secrétaire général (A/C.5/1571) tendant à ouvrir un crédit supplémentaire de 4 073 000 dollars pour la période biennale 1974-1975.

13. M. PALAMARTCHOUK (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation juge excessif le montant du crédit demandé dans le document A/C.5/1571. Néanmoins, vu l'importance qu'elle attache au maintien de la paix et étant donné que le Secrétaire général a agi conformément à la décision du Conseil de sécurité, elle ne s'opposera pas à la recommandation du Comité consultatif.

14. Le PRÉSIDENT invite la Commission à voter sur le crédit supplémentaire de 4 073 000 dollars demandé au chapitre 5.

Par 76 voix contre zéro, le crédit supplémentaire de 4 073 000 dollars au chapitre 5 pour la période biennale 1974-1975 est approuvé.

15. Le PRÉSIDENT dit qu'en conséquence un crédit supplémentaire de 141 000 dollars devra être inscrit au chapitre 34, mais sera compensé par une augmentation d'un montant correspondant au chapitre premier des recettes. Les crédits approuvés par la Commission seront inclus dans les crédits qu'elle examinera en deuxième lecture.

Projet de résolution contenu dans le document A/C.5/L.1163

16. M. STOBY (Guyane), présentant le projet de résolution A/C.5/L.1163, rappelle que la nécessité d'améliorer les techniques d'établissement et d'approbation du budget est un thème qui, depuis quelque temps, revient souvent à la Deuxième et à la Cinquième Commission. Il note également que, par inadvertance, il a omis l'Autriche dans la liste initiale des auteurs du projet de résolution. Le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, l'Iran, la Norvège, le Pakistan, le Togo et la Tunisie ont exprimé le désir que leur nom soit ajouté à cette liste.

17. Passant en revue le préambule du projet de résolution, M. Stoby note que le troisième alinéa et les alinéas suivants appellent l'attention sur l'examen que divers organes intergouvernementaux ont consacré à la budgétisation par programme. Le Comité du programme et de la coordination a accompli dans ce domaine un travail utile et son rapport sur les travaux de sa quatorzième session contient à ce sujet diverses recommandations concernant, en particulier, le mode de présentation du budget-programme. Le Conseil économique et social s'est fondé sur ce rapport lorsqu'il a examiné la question et, dans sa résolution 1801 (LV) il a recommandé que l'on tienne compte dans toute la mesure possible des conclusions qui y étaient formulées. Les observations du Conseil lui-même figurent au chapitre XXV A de son rapport sur sa cinquante-cinquième session (A/9003 et Corr.1). La résolution 1768 (LIV) du Conseil économique et social, en particulier la partie B de la section III, est pertinente, puisqu'au paragraphe 9 il est dit que l'organe

du Conseil auquel seront déléguées les fonctions de programmation et de coordination examinera et coordonnera les objectifs des programmes, compte tenu du système de planification à moyen terme et de budgétisation par programme, et fera des recommandations concernant l'adoption des programmes de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu des décisions de politique générale pertinentes et de la nécessité d'éviter chevauchements et doubles emplois. Le cinquième alinéa du préambule fait également allusion à la résolution qui a été adoptée par voie de consensus par la Deuxième Commission et soumise à l'approbation de l'Assemblée générale. Cette résolution prévoit la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale qui serait consacrée au développement et à la coopération économique internationale et, aux paragraphes 1 et 2 du dispositif, souligne la nécessité d'accorder au développement mondial la place qui lui revient et de commencer à apporter les modifications de structure appropriées en vue de l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La nécessité de réexaminer le mécanisme actuel des organes intergouvernementaux et des organes d'experts, évoquée au sixième alinéa du préambule, est généralement acceptée par la Cinquième Commission; de même, les vues exprimées au septième alinéa du préambule ne peuvent donner lieu à aucune objection. Dans sa résolution 2748 (XXV), mentionnée au huitième alinéa du préambule, l'Assemblée générale s'est déclarée convaincue qu'à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation il convenait que les Etats Membres réaffirment leur engagement financier envers celle-ci et, aux paragraphes 4 et 5 du dispositif de cette résolution, elle a estimé qu'un accroissement approprié des activités entreprises par les organismes des Nations Unies était souhaitable, et qu'il importait en conséquence de mieux harmoniser leurs politiques budgétaires et de programmation.

18. Se référant au dispositif du projet de résolution dont la Commission est saisie, M. Stoby note que la deuxième partie du paragraphe 1 vise à refléter la préoccupation exprimée par un certain nombre de délégations, à savoir que le programme de travail, une fois approuvé, ne devrait pas souffrir du manque de ressources. Aucune autre interprétation ne doit être donnée au mot "obstacles".

19. L'objet du paragraphe 2 est d'assurer que le programme de travail ne soit pas modifié sans l'approbation des Etats Membres. Naturellement, cela n'exclut pas la possibilité d'y apporter des modifications mineures, mais signifie simplement que si le Secrétaire général, compte tenu de l'évolution de la situation, estime nécessaire d'apporter des ajustements au programme de base, il devra soumettre la question au Conseil économique et social pour examen.

20. Au paragraphe 3 du dispositif, on a réalisé un équilibre délicat entre la première partie, qui reflète le souci de voir le programme bien structuré, et la deuxième partie, qui souligne la nécessité de prévoir l'expansion des programmes que la plupart des Etats considèrent comme importants.

21. Le paragraphe 4 tend à ce que le Conseil économique et social indique au Secrétaire général les priorités à respecter lors de l'établissement du budget-

programme et du plan à moyen terme. Le Conseil aurait ainsi la possibilité d'examiner un problème auquel la Commission n'a pas pu s'attaquer jusqu'ici. Il ressort de ce paragraphe que c'est aux gouvernements d'énoncer les priorités du programme de travail de l'Organisation.

22. Aux termes du paragraphe 5, le Secrétaire général serait prié de veiller à l'avenir à ce que le plan à moyen terme constitue un cadre pour le budget-programme biennal, et à ce qu'il soit présenté par programme plutôt que par service, comme l'a recommandé le Comité du programme et de la coordination. Les auteurs du projet de résolution reconnaissent que cette recommandation peut être difficile à appliquer, et s'il s'avère impossible de procéder de cette manière dans certains domaines, le Secrétaire général ne devrait pas avoir l'impression qu'il ne dispose d'aucune marge de manœuvre.

23. Le paragraphe 6 s'inspire de recommandations précises formulées par le Comité du programme et de la coordination et approuvées par le Comité consultatif.

24. Enfin, le paragraphe 7, qui mentionne un nouveau point intitulé "Examen du mécanisme des organes intergouvernementaux et des organes d'experts qui s'occupent de formuler, d'examiner et d'approuver les programmes et le budget", reflète pour l'essentiel l'opinion du Comité consultatif selon laquelle il convient de réévaluer les organes intergouvernementaux chargés d'examiner le budget. M. Stoby rappelle que ces questions sont actuellement du ressort du Comité du programme et de la coordination, mais qu'à sa cinquante-sixième session le Conseil économique et social doit examiner la question de savoir si ce comité doit être maintenu sous sa forme actuelle, s'il doit être modifié, ou même s'il doit continuer d'exister. Suivant ce que le Conseil décidera, l'Assemblée générale elle-même voudra peut-être réexaminer son propre mécanisme, y compris le Comité consultatif. Enfin, M. Stoby fait observer que le projet de résolution est le fruit d'un compromis et que ses auteurs ont cherché à faire en sorte que la Cinquième Commission définisse pour l'avenir les techniques budgétaires et de planification de l'Organisation. Il espère qu'il pourra être adopté par voie de consensus.

25. M. McCARTHY (Australie) dit que sa délégation a été heureuse de parrainer le projet de résolution à l'étude, qui reflète un accord sur les principes directeurs à établir à l'intention du Secrétariat pour l'établissement des futurs budgets-programmes et plans à moyen terme. Le projet de résolution tient également compte des vues exprimées au Conseil économique et social, au Comité consultatif et à la Cinquième Commission concernant la nécessité d'examiner le mécanisme existant actuellement dans ce domaine. Il vise simplement à permettre à la Commission d'entreprendre un examen approfondi du type de mécanisme intergouvernemental qui permettrait le mieux de tirer parti des possibilités de planification et d'examen efficaces qu'offre le système de budgétisation par programme. Les délégations ont des idées différentes quant à la répartition des priorités; elles pourraient également avoir des idées différentes quant au type de mécanisme intergouvernemental de programmation et d'examen qui correspondrait le mieux à ces priorités. Les auteurs du projet de résolution se sont efforcés de tracer une voie objective entre ces points de vue différents, en laissant aux Etats

Membres la possibilité d'exprimer à une date ultérieure l'opinion mûrement réfléchie que le sujet exige.

26. M. McCarthy espère que le projet de résolution marquera une nouvelle étape positive dans la mise en place d'un cadre administratif et financier rationnel et efficace de nature à assurer une expansion significative des programmes sans gaspillage aucun et à permettre la mise au point de nouveaux programmes qui ne soient pas soumis à la loi du rendement non proportionnel.

27. M. RHODIUS (Pays-Bas) dit qu'il est encore trop tôt pour pouvoir tirer des conclusions définitives de cette première expérience que la Commission a faite de la budgétisation par programme, mais que l'on peut d'ores et déjà affirmer que le nouveau système a permis à la Commission de se faire une idée plus nette des travaux de l'ONU. Les membres sont mieux à même d'apprécier la structure et les fonctions de l'Organisation. Certaines faiblesses du nouveau système sont également apparues. Le budget-programme présente à la Commission de nombreux détails et, de ce fait, il est parfois plus difficile de conserver une vue d'ensemble du programme. D'autre part, diverses pressions ont été exercées sur la Commission pour qu'elle augmente les crédits demandés à des chapitres particuliers du budget.

28. Sans les très utiles conseils du Comité consultatif, la Cinquième Commission n'aurait pas pu s'acquitter de sa tâche. Toutefois, étant donné sa nature même, le Comité consultatif n'a pu lui donner des conseils que sur les questions administratives et budgétaires; la Cinquième Commission a également besoin d'être conseillée pour les questions relatives au programme. C'est pour cette raison que, lors de la discussion générale, la délégation néerlandaise a examiné les divers aspects du processus de prise des décisions des organes interdépendants de l'Organisation des Nations Unies. Elle a appelé l'attention sur les délibérations qui avaient eu lieu à ce propos au Conseil économique et social, et sur la nécessité d'améliorer la coordination entre les grandes commissions de l'Assemblée générale. Elle attache donc une grande importance à la proposition tendant à ce que l'Assemblée générale, à sa vingt-neuvième session, réexamine le mécanisme des organes intergouvernementaux et des organes d'experts qui s'occupent de formuler, d'examiner et d'approuver les programmes et le budget. Lors de l'examen de cette question, il conviendrait de tenir compte des vues exprimées par les délégations à la cinquante-sixième session du Conseil économique et social. M. Rhodius espère que cette question sera abordée au début de la vingt-neuvième session. Il espère également que le projet de résolution A/C.5/L.1163 sera adopté par voie de consensus.

29. M. FARRELL (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation s'est portée coauteur du projet de résolution A/C.5/L.1163 car, comme de nombreuses autres délégations, elle estime qu'il faut examiner de près ce que signifie l'introduction de la budgétisation par programme pour le mécanisme budgétaire existant actuellement à l'ONU. Le projet de résolution souligne à juste titre la nécessité d'un agencement général des priorités du programme, ainsi que d'une évaluation consécutive. En même temps, il évite comme il se doit de préjuger la question de savoir comment les arrangements institutionnels pourraient être modifiés ou perfectionnés. Il faut espérer que la discussion mentionnée au

paragraphe 7 du dispositif s'avérera productive. Soulignant le rôle dynamique qu'a joué la délégation guyanaise en élaborant un projet de résolution sur la question, M. Farrell dit que le projet de résolution représente une étape constructive sur la voie d'une budgétisation plus perfectionnée et plus rationnelle à l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale faillirait à son devoir si, à sa présente session, elle ne décidait pas de progresser dans cette voie.

30. M. PALAMARTCHOUK (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que le projet de résolution à l'étude, qui porte sur une question extrêmement importante, n'a été distribué que la veille, alors que la Commission était sur le point de terminer ses travaux. Le texte se réfère aux activités du Conseil économique et social et du Comité du programme et de la coordination et il a également trait à de nombreuses questions techniques. Des questions aussi importantes ne doivent pas être tranchées sans avoir été analysées à fond. M. Palamartchouk ignore la raison qui a empêché les auteurs du projet de résolution de présenter celui-ci à temps pour que toutes les délégations puissent l'analyser. La délégation soviétique tient donc à proposer formellement que le projet de résolution soit d'abord soumis au Conseil économique et social et au Comité du programme et de la coordination pour examen, puis renvoyé à la Cinquième Commission. La Cinquième Commission aurait ainsi la possibilité de bénéficier des vues du Conseil et du Comité du programme et de la coordination en la matière.

31. M. ABHYANKAR (Inde), présentant l'amendement de sa délégation (A/C.5/L.1164) au projet de résolution A/C.5/L.1163, confirme que l'Inde appuie le projet de résolution tel qu'il se présente et est très reconnaissante des efforts faits par la délégation guyanaise pour mettre au point un texte équilibré qui tienne compte de tous les points de vue. La délégation indienne ne cherche nullement à rompre le délicat équilibre réalisé; elle voudrait simplement développer davantage un aspect particulier de la proposition.

32. De l'avis de la délégation indienne, il existe un rapport étroit entre, d'une part, l'innovation technique que représente la budgétisation par programme et, d'autre part, la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, son examen et son évaluation. La budgétisation par programme proprement dite est économiquement neutre, mais il existe une corrélation entre la budgétisation par programme et les buts et objectifs qui guident les activités de l'Organisation. Le texte de l'amendement présenté par la délégation indienne est extrait d'une décision que la Deuxième Commission a adoptée par voie de consensus; en fait, elle n'a fait l'objet d'aucune interprétation. Il faut donc espérer que la Cinquième Commission n'aura aucune difficulté à accepter son libellé.

33. Quant à la place où il conviendrait d'insérer le paragraphe proposé, il semble logique qu'il constitue le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution. Lorsqu'il aura été donné suite à la demande formulée au paragraphe 5, une importante innovation technique aura été introduite, qui permettra de comparer horizontalement plutôt que verticalement la nature de chaque grand programme. Ce que la délégation indienne tient à assurer, c'est que les activités de l'ONU et des institu-

tions qui lui sont rattachées soient ensuite harmonisées dans le cadre de la Stratégie internationale du développement.

[Voir la note qui figure après le paragraphe 6 ci-dessus.]

INCIDENCES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES DU PROJET DE RÉSOLUTION B PRÉSENTÉ PAR LA PREMIÈRE COMMISSION DANS LE DOCUMENT A/9361 AU SUJET DU POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR (fin)
[A/9008/ADD.26, A/C.5/1562 ET CORR. 1 ET ADD.1, A/C.5/L.1161]

34. Le PRÉSIDENT rappelle qu'à la séance précédente la Commission a entendu une déclaration du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et que le représentant du Brésil a présenté le projet de décision publié sous la cote A/C.5/L.1161. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission adopte ce projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

35. M. ADJOYI (Togo) dit que, si le projet de décision avait été mis aux voix, il aurait voté contre, parce que ce texte tend à limiter les ressources des pays qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

36. M. ACAKPO (Dahomey) dit qu'il aurait, lui aussi, voté contre ce texte pour la même raison.

37. Le PRÉSIDENT propose que la Commission prie le Rapporteur d'informer directement l'Assemblée générale que, au cas où elle adopterait le projet de résolution B de la Première Commission, aucun crédit supplémentaire ne serait à ouvrir au budget ordinaire pour la période biennale 1974-1975.

38. M. LAVAU (Directeur de la Division du budget) dit qu'il éprouve quelque difficulté à interpréter le sens de la décision que la Commission vient de prendre, car, dans le projet de résolution, il est clairement dit que les frais seront remboursés, c'est-à-dire que les fonds seront inscrits au budget et compensés ensuite au moyen de remboursements effectués par les Etats intéressés. Toutefois, on peut considérer, comme l'a fait le Président, que la décision signifie qu'il n'y aurait aucune inscription de crédit supplémentaire au budget ordinaire, auquel cas il y aurait lieu d'ouvrir un compte spécial qui recevrait les contributions des participants à la conférence, lesquelles couvriraient les frais correspondants. Le Secrétaire général est plus disposé à faire sienne cette interprétation. Si la Cinquième Commission décide en faveur de cette interprétation, il faut que cela apparaisse clairement et sans ambiguïté dans son rapport.

39. M. SILVEIRA DA MOTA (Brésil) rappelle qu'il a déclaré à la séance précédente que les modalités particulières touchant les contributions émanant des Etats intéressés devraient être laissées à la discrétion du Secrétaire général. Pour sa part, il n'a pas d'objection à la procédure suggérée par le Directeur de la Division du budget.

40. M. HARAN (Israël) demande si le Secrétaire général pourra procéder à des prélèvements sur le compte spécial avant qu'aucune contribution n'ait été faite à celui-ci.

41. M. LAVAU (Directeur de la Division du budget) dit que le Secrétaire général pourra faire des avances avant d'avoir reçu des contributions, mais qu'il préférerait recevoir un engagement écrit des pays qui verseront les contributions avant d'autoriser toute dépense.

42. Le PRÉSIDENT dit qu'il sera rendu compte des déclarations du Directeur de la Division du budget et du représentant du Brésil dans le rapport de la Cinquième Commission à l'Assemblée générale.

INCIDENCES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES DU PROJET DE RÉSOLUTION VI PRÉSENTÉ PAR LA DEUXIÈME COMMISSION DANS LE DOCUMENT A/9400 AU SUJET DU POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR* (A/C.5/1587)

43. Le PRÉSIDENT dit que, dans sa note (A/C.5/1587), le Secrétaire général a estimé que l'application des dispositions du projet de résolution VI présenté par la Deuxième Commission dans son rapport (A/9400, par. 63) nécessiterait l'ouverture de crédits supplémentaires s'élevant à 175 000 dollars au chapitre premier et à 145 000 dollars au chapitre 7 du projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975.

44. M. RHODES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que le crédit demandé s'élève au total à 320 000 dollars, y compris 175 000 dollars pour les frais de voyage et 145 000 dollars pour les consultants, les groupes *ad hoc* d'experts et les frais de voyage du personnel. En ce qui concerne les frais de voyage, bien que le Secrétaire général ait reconnu que certains gouvernements n'en demanderaient pas le remboursement, comme cela est généralement le cas lorsqu'il s'agit des sessions ordinaires de l'Assemblée générale, le Comité consultatif a estimé que, puisque la session extraordinaire devait précéder immédiatement la session ordinaire, il y aurait encore moins de demandes de remboursement que prévu, et il a donc considéré que l'on pourrait réduire quelque peu le crédit demandé. Le Comité consultatif a admis que l'assistance de consultants et de groupes *ad hoc* d'experts était nécessaire mais, à son avis, il devrait être possible de réaliser à ce titre une petite économie, de 10 000 dollars peut-être. Il a donc recommandé d'ouvrir un crédit de 165 000 dollars au chapitre premier et de 135 000 dollars au chapitre 7 du projet de budget-programme. Toutefois, si le Secrétaire général préférerait répartir différemment la réduction de 20 000 dollars recommandée par le Comité, celui-ci n'y verrait pas d'objections.

45. Le PRÉSIDENT propose que la Commission prie le Rapporteur d'informer directement l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution de la Deuxième Commission, des crédits supplémentaires s'élevant à 165 000 dollars pour le chapitre premier et à 135 000 dollars pour le chapitre 7 devront être ouverts pour la période biennale 1974-1975.

Il en est ainsi décidé.

INCIDENCES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES DES PROJETS DE RÉSOLUTION CONTENUS DANS LES DOCUMENTS A/L.707 ET A/L.708 ET DU PROJET DE RÉSOLUTION I

* Rapport du Conseil économique et social.

PRÉSENTÉ PAR LA QUATRIÈME COMMISSION DANS LE DOCUMENT A/9417 AU SUJET DU POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR* (A/9008/ADD.30, A/C.5/1563, 1578 ET 1579)

46. Le PRÉSIDENT dit que dans ses notes (A/C.5/1563 et A/C.5/1579) relatives à l'état des incidences administratives et financières du projet de résolution contenu dans le document A/L.707 et du projet de résolution I présenté par la Quatrième Commission dans son rapport (A/9417, par. 38), le Secrétaire général a indiqué que l'application des dispositions de ces projets de résolution entraînerait des dépenses d'un montant estimatif de 337 500 dollars, dont un montant de 165 000 dollars a déjà été prévu au chapitre 21 du projet de budget-programme. Le Secrétaire général a également indiqué que, étant donné que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ne se prononcera définitivement sur son programme de travail pour 1974 que dans le courant de l'année considérée, il n'était pas nécessaire d'ouvrir des crédits supplémentaires au stade actuel, étant entendu qu'au cas où il s'avérerait nécessaire d'effectuer des dépenses supplémentaires il serait autorisé à engager ces dépenses en vertu des dispositions de la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires pour la période biennale 1974-1975. Dans son rapport pertinent (A/9008/Add.30), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a approuvé cette recommandation.

47. Dans sa note (A/C.5/1578) relative à l'état des incidences administratives et financières du projet de résolution contenu dans le document A/L.708, le Secrétaire général a indiqué que l'application des dispositions du projet de résolution A/L.708 nécessiterait l'ouverture d'un crédit supplémentaire d'un montant de 99 000 dollars imputé à plusieurs chapitres du projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975. Dans son rapport (A/9008/Add.30), le Comité consultatif a approuvé ce chiffre.

48. M. RHODES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), se référant au projet de résolution contenu dans le document A/L.707, souligne que la ligne de conduite adoptée par le Secrétaire général est conforme à la pratique suivie ces dernières années, étant entendu que s'il s'avérait nécessaire d'effectuer des dépenses supplémentaires, le Secrétaire général pourrait les engager en vertu des dispositions de la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires. Il ajoute que la section I du rapport du Comité consultatif prévoit un crédit pour une mission spéciale qui se rendrait à Nioué, conformément aux dispositions du projet de résolution adopté par la Quatrième Commission.

49. Le projet de résolution contenu dans le document A/L.708 prévoit toute une série d'activités tendant d'une manière générale à donner une publicité plus large aux efforts déployés par l'ONU pour favoriser la décolonisation et à améliorer l'information en la

* Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux :

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
- b) Rapport du Secrétaire général.

matière. Les dépenses correspondantes sont de deux sortes. Il y a, d'une part, les dépenses relatives à la publication dans d'autres langues que l'anglais et le français de certains périodiques, pour lesquelles le Secrétaire général a demandé un crédit supplémentaire de 42 000 dollars. Le Comité consultatif a accepté ces prévisions de dépenses, à condition que les hypothèses du Secrétaire général correspondent bien aux intentions des auteurs du projet de résolution.

50. La deuxième partie du projet de résolution prévoit la création d'un groupe de la décolonisation au sein du Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation. Ce groupe comprendrait 3 postes nouveaux, dont 2 postes d'administrateur et 1 poste d'agent des services généraux. Le Comité consultatif a accepté la création de ces 3 postes et les dépenses correspondantes. M. Rhodes appelle, toutefois, l'attention de la Commission sur les observations que le Comité consultatif a formulées au paragraphe 13 de son rapport et d'où il ressort qu'il n'est guère enthousiasmé par cette proposition. Il semble y avoir un risque de double emploi très réel entre les activités du groupe envisagé et celles du Service de l'information. De plus, la proposition ne semble pas compatible avec l'objectif de la réorganisation du Service de l'information par "centres d'intérêt", ni avec les dispositions de la résolution 2897 (XXVI) de l'Assemblée générale, qui tendait à centraliser les activités d'information au Service de l'information. C'est ce qui explique la recommandation formulée par le Comité à la fin du paragraphe 13 de son rapport. Le Comité consultatif espère qu'à la suite de l'examen qu'il a recommandé de faire, les difficultés seront éliminées et une collaboration à la fois efficace et rationnelle s'instaurera entre tous les services qui s'occupent d'activités d'information. Ainsi qu'il ressort du paragraphe 16 du rapport du Comité consultatif, le Secrétaire général a proposé l'ouverture d'un crédit supplémentaire d'un montant total de 99 000 dollars. Le Comité consultatif est disposé à accepter ce chiffre.

51. M. PALAMARTCHOUK (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la position de l'Union soviétique quant à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux est bien connue. Néanmoins, sa délégation ne peut accepter la proposition tendant à créer encore un nouveau groupe au Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation. La diffusion d'informations sur les efforts que l'ONU déploie pour favoriser la décolonisation devrait être assurée par le personnel actuel du Département.

52. M. DAVIDSON (Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion) tient à indiquer que le Secrétaire général se préoccupe du problème auquel le Comité consultatif a fait allusion au paragraphe 13 de son rapport. Avec le concours du Service de gestion administrative, le Secrétaire général s'efforcera volontiers de concilier les points de vue apparemment divergents quant à la question de l'élaboration et de la diffusion de renseignements par le Secrétariat. Dans sa résolution 2897 (XXVI), l'Assemblée générale a mis apparemment l'accent sur la nécessité de centraliser les activités d'information, alors que dans le projet de résolution contenu dans le document A/L.708 on propose de créer un nouveau groupe qui centraliserait l'élaboration et la diffusion de renseignements plus détaillés et plus spécialisés sur la décolonisation. Il ne

sera peut-être pas facile de concilier ces deux expressions divergentes de la politique à suivre.

53. M. BOUAYAD-AGHA (Algérie) dit que sa délégation attache encore plus d'importance à la décolonisation qu'aux questions économiques, car la raison d'être de l'ONU est de se préoccuper d'une manière soutenue de la question très sérieuse de la décolonisation. La délégation algérienne ne saurait donc approuver la recommandation formulée par le Comité consultatif au paragraphe 13 de son rapport, et elle fait appel à tous les membres de la Cinquième Commission pour qu'ils considèrent cette recommandation comme nulle et non avenue. Il serait illogique d'approuver des crédits supplémentaires qui doivent permettre au Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation d'intensifier ses activités et en même temps d'approuver la recommandation formulée par le Comité consultatif dans la deuxième partie du paragraphe 13 de son rapport.

54. Le PRÉSIDENT suggère que la Commission prie le Rapporteur d'informer directement l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution contenu dans le document A/L.707, il ne sera pas nécessaire au stade actuel d'ouvrir des crédits supplémentaires pour la période biennale 1974-1975, étant entendu que, si des fonds supplémentaires s'avéraient nécessaires, le Secrétaire général serait autorisé à engager les dépenses supplémentaires en vertu des dispositions de la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires pour la période biennale 1974-1975, sous réserve de l'assentiment préalable du Comité consultatif; l'adoption du projet de résolution par l'Assemblée générale devrait être considérée comme autorisant expressément le Secrétaire général à engager les dépenses visées aux alinéas *g* et *h* du paragraphe 3 du rapport du Comité consultatif (A/9008/Add.30).

Il en est ainsi décidé.

55. Le PRÉSIDENT suggère que la Commission prie le Rapporteur d'informer directement l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution I de la Quatrième Commission, il ne sera pas nécessaire au stade actuel d'ouvrir des crédits supplémentaires pour la période biennale 1974-1975.

Il en est ainsi décidé.

56. Le PRÉSIDENT suggère que la Commission prie le Rapporteur d'informer directement l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution contenu dans le document A/L.708, il faudra ouvrir un crédit supplémentaire de 99 000 dollars qui sera imputé à plusieurs chapitres du projet de budget-programme pour la période biennale 1974-1975, pour couvrir les dépenses visées au paragraphe 16 du rapport du Comité consultatif (A/9008/Add.30).

Il en est ainsi décidé.

57. Le PRÉSIDENT suggère que la Commission recommande à l'Assemblée générale d'approuver les commentaires et observations figurant dans le rapport du Comité consultatif (A/9008/Add.30).

58. M. KITI (Kenya) s'associe aux observations formulées par le représentant de l'Algérie. Le fait d'approuver la recommandation formulée par le Comité consultatif au paragraphe 13 de son rapport ferait obstacle à l'application du projet de résolution

contenu dans le document A/L.708. M. Kiti suggère que la Commission attende la séance suivante avant de se prononcer sur la dernière proposition du Président.

59. Le PRÉSIDENT rappelle que l'Assemblée générale doit aborder la question en séance plénière dans l'après-midi, et il fait observer que la Commission

est libre de ne pas recommander à l'Assemblée générale d'approuver les commentaires et observations du Comité consultatif.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 20.

1629^e séance

Vendredi 14 décembre 1973, à 16 h 15.

Président : M. C. S. M. MSELLE (République-Unie de Tanzanie).

A/C.5/SR.1629

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR

Inclusion de l'arabe parmi les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée générale, de ses commissions et de ses sous-commissions (A/9008/Add.29, A/C.5/1564 et Add.1, A/C.5/L.1156)

1. Le PRÉSIDENT annonce que les délégations de la Guyane, de la Haute-Volta, de Madagascar et du Sénégal se sont jointes aux auteurs du projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.5/L.1156).

2. M. MEGUID (Egypte) dit que l'Organisation des Nations Unies se révèle être constamment un catalyseur efficace des activités mondiales car elle a toujours su s'adapter aux changements constructifs qui surviennent dans le monde. Elle a développé son rôle, élargi son mécanisme fonctionnel et accru le nombre de ses Membres pour tenir compte des nouvelles réalités, des nouvelles entités et des nouvelles cultures. Ce n'est qu'en agissant dans cet esprit que l'Organisation peut véritablement incarner les causes et les aspirations de tous les peuples. Toutefois, l'universalité ne sera pas réalisée uniquement grâce à une augmentation du nombre des États Membres; il faut qu'il y ait aussi une universalité culturelle. Les langues sont l'expression des civilisations, et l'absence de l'arabe à l'ONU représente une insuffisance culturelle fondamentale. Les langues choisies par les auteurs de la Charte étaient sans aucun doute représentatives des entités sociopolitiques du monde tel qu'il se présentait à la fin de la seconde guerre mondiale. Un grand nombre de changements se sont produits depuis. Les pays qui participent aux activités de l'Organisation ne sont pas seulement ceux qui utilisent les cinq langues officielles ou les cinq langues de travail.

3. L'arabe est parlé par plus de 120 millions de personnes dans une zone extrêmement étendue. C'est la langue officielle de 19 États arabes souverains et la langue d'un livre sacré, tenu pour tel par plus de 700 millions de personnes. L'inclusion de l'arabe parmi les langues utilisées à l'Organisation serait extrêmement profitable à la fois pour l'ONU et pour l'ensemble du monde arabe. Elle élargirait l'influence de l'Organisation et accélérerait le processus d'universalité culturelle nécessaire comme complément au mouvement qui tend à l'universalité politique.

4. Le monde arabe est un élément dynamique de l'Organisation. Certains États arabes ont figuré au nombre des États fondateurs, mais tous aujourd'hui

jouent un rôle important en prônant le rôle de l'Organisation et en respectant les principes contenus dans sa Charte. L'utilisation de l'arabe renforcerait les liens du monde arabe avec l'Organisation. La langue et la culture arabes ont joué un rôle considérable en rapprochant les cultures orientales et occidentales et en ouvrant de nouveaux horizons à la connaissance humaine. De nombreuses sociétés à l'extérieur du monde arabe ont tiré d'immenses profits du vocabulaire, des dérivés, des termes et des expressions arabes. L'arabe est une langue officielle et une langue de travail de l'Organisation de l'unité africaine, qui symbolise la profonde cohésion entre les États africains frères et les nations arabes. Les uns comme les autres luttent pour réaliser les mêmes objectifs et sont unis par les mêmes valeurs et les mêmes principes qui émanent de la Charte des Nations Unies elle-même. Les États africains et les États arabes sont unis pour lutter sans relâche contre les dernières enclaves de l'occupation étrangère, du colonialisme et du racisme, et ils sont unis de même par des faits de culture et des manifestations culturelles communs. En outre, l'Assemblée générale vient d'adopter la recommandation du Comité fondateur de l'Université des Nations Unies tendant à ce que l'arabe soit également utilisé dans cette université.

5. Compte tenu de toutes ces considérations, M. Meguid est heureux de présenter, au nom de ses 36 auteurs, le projet de résolution A/C.5/L.1156. L'utilisation de l'arabe à l'Organisation serait une suite logique à son adoption par l'UNESCO et par les autres institutions mentionnées dans le deuxième alinéa du préambule. Le dernier alinéa du préambule énonce l'engagement des États arabes Membres de l'ONU de couvrir collectivement pendant les trois premières années les dépenses découlant de l'application de la résolution. Il faut espérer que les dépenses n'auront pas à être inscrites à titre permanent à plus d'un chapitre du budget, par exemple au chapitre 28, où sont inscrits 75 000 dollars pour l'acquisition de matériel, et au chapitre 33, où sont inscrits 238 000 dollars pour les transformations à apporter aux locaux. Ces dépenses pourront certainement être absorbées en fin de compte, ce qui se traduira par des économies ultérieurement. M. Meguid se déclare satisfait de la note du Secrétaire général (A/C.5/1564 et Add.1) relative aux incidences administratives et financières de la proposition et du rapport connexe du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/9008/Add.29).

6. La délégation égyptienne estime qu'en demandant l'inclusion de l'arabe parmi les langues officielles et les